

Réponse de GrDF à la Consultation Publique de la CRE, datée du  
17/04/2013  
sur le projet de déploiement du système de comptage évolué de GrDF

**QUESTIONS RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES DU PROJET DE COMPTAGE EVOLUE**

**Question 1 :**

*Êtes-vous favorable aux modalités de déploiement envisagées par GrDF dans le scénario de référence (durée, volume etc.) ?*

Le scénario de référence proposé apparaît comme ambitieux, mais aussi comme étant le meilleur compromis entre l'équilibre économique du projet, la nécessité d'obtenir rapidement les gains et notre capacité à faire, tant d'un point de vue projet (capacité à mobiliser les ressources de déploiement, de fabrication des matériels et de pilotage du projet nécessaires) que d'un point de vue métier (capacité à accompagner l'évolution des métiers en préservant la performance tout au long du déploiement).

**Question 2 :**

*Quel est votre point de vue sur les besoins de coordination des deux projets de compteurs évolués en gaz et en électricité ?*

Les impacts des deux projets sur les clients et collectivités, les entreprises de relevé à pied et les entreprises de pose et les ressources internes communes à ERDF et à GrDF nécessitent de partager des informations sur l'avancement des deux projets en essayant de limiter les impacts négatifs externes sans générer de surcoûts. Cette coordination doit s'organiser tant au niveau national qu'au niveau régional.

**Question 3 :**

*Quel est votre point de vue concernant l'appréciation des gains de MDE liés à la mise en oeuvre du système de comptage évolué de GrDF ?*

GrDF considère que les hypothèses retenues dans le cadre de l'étude technico-économique sont des hypothèses très réalistes et raisonnables, dès lors que l'ensemble des acteurs concernés s'implique dans l'accompagnement des clients. Les fournisseurs ont, sur ce volet, un rôle fondamental à jouer.

**Question 4 :**

*Quel est votre point de vue concernant une condition de résultats des appels d'offres pour mettre en oeuvre le déploiement généralisé du système de comptage évolué de GrDF ?*

L'appel d'offres matériels représente près de la moitié des investissements du projet. L'appel d'offres concernant la pose des compteurs représente 25% des investissements. Il est prudent de conditionner la poursuite du projet au respect des hypothèses prises sur les coûts unitaires de fabrication et de pose des matériels.

**Question 5 :**

*Quel est votre point de vue sur les opportunités permises par le développement des systèmes de comptage évolué en gaz ?*

Le projet compteurs communicants est une brique fondamentale du « Smart Grid », qui est un ensemble formé d'un réseau d'énergie proprement dit et des technologies de l'information et de télécommunication. Visible à de multiples niveaux des systèmes gaziers et électriques, le rapprochement progressif de ces secteurs traditionnellement distincts ouvre la voie à une gestion avancée de moyens de production et de stockage d'énergie distribuée et renouvelable, ainsi que des consommations, au bénéfice de l'ensemble des acteurs de la chaîne gazière, jusqu'aux clients. GrDF a engagé des travaux sur la contribution du réseau de distribution à l'efficacité énergétique, l'accompagnement des évolutions de consommation de ses clients et le développement des énergies renouvelables de manière à permettre, entre autres, de mieux gérer les projets d'injection de bio méthane dans le réseau. Le projet Compteurs Communicants est construit pour contribuer à ces objectifs.

**QUESTIONS RELATIVES AU TRAITEMENT TARIFAIRE DU PROJET DE COMPTAGE EVOLUE**

**Question 6 :**

*Que pensez-vous de la mise en oeuvre d'un cadre de régulation spécifique au projet de comptage évolué de GrDF ?*

**Question 7 :**

*Avez-vous des remarques sur le mécanisme de régulation incitative envisagé par la CRE ?*

Vu l'ampleur du projet, et les risques associés, il est normal de prévoir un cadre de régulation spécifique qui prenne en compte, en dehors des activités courantes de GrDF, les enjeux du projet Compteurs Communicants Gaz.

La CRE envisage de mettre en place un mécanisme de régulation incitative sur une durée très longue et couvrant a minima trois périodes tarifaires.

Du point de vue de GrDF, cette particularité nécessite la mise en place de clauses de sauvegarde relatives à certains paramètres ou événements exogènes qui ne manqueront pas d'intervenir d'ici la fin réelle du déploiement, laquelle devra être définie précisément.

Ces événements ou paramètres exogènes devront être pris en compte dans le cadre de l'incitation au respect des coûts unitaires d'une part et du planning d'autre part.

Ils sont a minima les suivants:

- un décalage de la date réelle du début du déploiement intensif (après pilote) pour des raisons non imputables à GrDF. De ce fait, l'incitation sur le respect du planning est à définir selon une durée théorique de déploiement intensif, la fin théorique de déploiement n'étant calculée que lorsque la date de déploiement réelle est connue et reconnue entre la CRE et GrDF.
- une évolution de la réglementation remettant en cause certaines options ou nécessitant des modifications importantes du cahier des charges,
- la non disponibilité des points hauts,
- une coordination du déploiement avec le compteur communicant électrique générant des surcoûts pour GrDF ,
- une dérive du prix de la main d'œuvre et des matériels au-delà des variations de l'indice des prix. Pour cette raison, GrDF propose une indexation des valeurs de référence sur des indices représentatifs des structures de coût :

- ICHT-TS, représentatif de l'évolution des coûts de MO (pour la pose),
- coût matière et indice électronique – à définir – (pour la fourniture).
- La défaillance d'un fournisseur ou d'un matériel.

De surcroît, GrDF considère que la régulation envisagée sur une durée aussi longue nécessite un mécanisme le plus simple et lisible possible. En particulier, la mise en place d'un mécanisme de bonus-malus incitant au respect des coûts unitaires dans un premier temps via un examen tous les deux ans et dans un deuxième temps à la fin du déploiement nous paraît a priori redondante et complexe. En effet, qui a été performant en termes de coût unitaire tous les deux ans est forcément performant au global à la fin du projet.

L'argument selon lequel l'opérateur en retard à un moment donné peut rattraper son retard plus tard ne nous paraît pas acceptable car les délais de déploiement sont déjà prévus sur des scénarii optimum, c'est-à-dire calés, sur la disponibilité des points hauts, des équipements et des prestataires de pose. D'autre part, le fait de vouloir rattraper un retard pris plus tôt ne va pas dans le sens du respect de la performance du système que la CRE envisage de mettre en place par ailleurs.

Ainsi, GrDF attire l'attention de la CRE sur la nécessité de privilégier un cadre de régulation simple et lisible, caractéristiques d'autant plus nécessaire que ce cadre est mis en place pour une durée longue.

Au sujet des investissements relatifs aux systèmes d'information spécifiques au projet, GrDF défend le principe d'une exclusion du mécanisme d'incitation pour plusieurs raisons :

- ces investissements sont déjà engagés dans la phase de construction sans mécanisme d'incitation et sans bonification,
- ils sont a priori exclus de la bonification du taux dans le mécanisme qu'envisage de mettre en place la CRE lors de la phase de déploiement,
- la rémunération des immobilisations en cours des systèmes d'information de la phase de construction est réalisée au coût de la dette et pas au CMPC.

**Question 8 :**

*Que pensez-vous des indicateurs de suivi de la performance envisagés par la CRE ?*

GrDF considère que les indicateurs de suivi de la performance envisagés par la CRE sont pertinents dans l'absolu.

Néanmoins en ce qui concerne les indicateurs 2 (taux d'index cycliques relevés à distance) et 4 (taux d'index de demande contractuelle relevés à distance), plutôt que de suivre les index télérelevés, il nous semble préférable de suivre les index calculés, parce qu'ils sont moins nombreux, plus faciles à calculer, et qu'ils nous semblent plus parlants ou incitatifs.

Par ailleurs, il ne faut pas omettre que la qualité de service de l'opérateur est sous contrôle de la CRE via un cadre de régulation existant et comportant déjà de nombreux indicateurs. GrDF serait favorable, du fait de la mise en place de ces nouveaux indicateurs relatifs au projet, d'examiner l'opportunité de supprimer dans le même temps des indicateurs existants.

Enfin, GrDF souhaite que la définition de ces indicateurs spécifiques puissent être revus si nécessaire lors de la phase de déploiement intensif du projet. Quant aux seuils et valeurs à définir pour chacun des indicateurs, GrDF est favorable à un calage progressif des valeurs, au fil de l'avancement du déploiement, étant donné l'aspect novateur du projet.

**Question 9 :**

*Que pensez-vous de la demande de GrDF d'attribution d'une prime de 300 points de base concernant la rémunération des actifs de comptage de son projet ?*



17/05/2013

Par rapport au renouvellement classique et régulier des compteurs tous les 20 ans, la mise en œuvre du projet génère des coûts supplémentaires liés à la technicité nouvelle mais surtout elle induit un besoin de financement important pendant la phase de déploiement.

Ce besoin supplémentaire représente 20% des montants d'investissement habituels et pour lesquels GrDF ne dispose d'aucune souplesse compte tenu du cadre réglementaire dans lequel ils s'inscrivent (sécurité et développement).

En outre, comme l'a souligné la CRE, ce projet revêt également un « *caractère exceptionnel dans ses dimensions techniques et industrielles* ».

Sa mise en œuvre génère donc des risques différents de ceux habituellement rencontrés par GrDF dans la conduite de son activité traditionnelle ; ils ne sont actuellement pas reflétés dans le CMPC retenu pour le tarif d'acheminement.

En effet, la mise en œuvre de ce projet nécessite le développement de nouvelles technologies, d'une nouvelle filière industrielle, de nouveaux fournisseurs, de nouveaux savoir-faire, d'un nouveau type de relation avec les collectivités locales et va engendrer une modification profonde de nos processus et de nos métiers.

Ces bouleversements, aussi bien en interne qu'en externe, représentent des risques majeurs d'aléas technologiques potentiellement générateurs de surcoûts et de retards.

L'expérience montre bien que tous les grands projets et notamment ceux dans le domaine de l'énergie ont subis des aléas importants qu'il est difficile de maîtriser.

De surcroît, la mise en place d'un mécanisme de régulation incitative spécifique tel que celui envisagé par la CRE génère par nature davantage de volatilité dont il convient de tenir compte.

Enfin, selon la CRE, « *ce projet présente un caractère stratégique et porteur d'opportunités pour le marché du gaz naturel en France* » (cf §1.1 de la consultation publique). En particulier, GrDF considère que les trois objectifs majeurs du projet (amélioration de la satisfaction des clients via meilleure qualité de facturation, développement de la Maîtrise de l'Energie et optimisation du réseau de distribution) ainsi que ses incidences en faveur d'une plus grande ouverture du marché résidentiel sont pleinement en phase avec l'article L452-3 du code de l'énergie. Celui-ci précise en effet que les délibérations de la CRE peuvent prévoir « *des mesures incitatives appropriées à court ou long terme pour encourager les opérateurs à améliorer leurs performances liées, notamment, à la qualité du service rendu, à l'intégration du marché du gaz, à la sécurité d'approvisionnement et à la recherche d'efforts de productivité* ».

Pour toutes ces raisons, et à l'instar des primes qui ont été allouées sur le taux de rémunération de certains investissements de GRT-Gaz en phase avec l'article L452-3 du code de l'énergie, GrDF considère qu'il est nécessaire et légitime d'appliquer une bonification de 300 points de base sur le taux de rémunération des investissements.

**Question 10 :**

*Que pensez-vous du traitement tarifaire envisagé par la CRE concernant la couverture des charges d'exploitation supportées par GrDF sur la période tarifaire en cours ?*

Le tarif ATRD4 ne couvre les charges d'exploitation prévisionnelles liées au projet de comptage que jusqu'à mi-2013. La CRE a prévu par ailleurs de prendre une délibération tarifaire modificative qui entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014. Par conséquent il est légitime, en cas de décision d'approbation du déploiement généralisé par les ministres, que la délibération tarifaire modificative prenne en compte la couverture des charges supportées par GrDF et nécessaires à la poursuite de la phase de construction et au démarrage du déploiement durant la période mi-2013 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2014. Il est par ailleurs entendu que les investissements générés par le projet de cette même période seront couverts par la rémunération des immobilisations en cours grâce au mécanisme du CRCP.



17/05/2013

GrDF demande également que l'évolution tarifaire permette bien de couvrir les charges en tenant compte du fait que l'évolution du tarif intervient au 1<sup>er</sup> juillet et non pas au 1<sup>er</sup> janvier.

**Question 11 :**

*Que pensez-vous du traitement tarifaire envisagé par la CRE concernant la couverture des coûts échoués générés par le remplacement des compteurs par anticipation pendant la phase de déploiement ?*

Compte tenu que le déploiement intensif des compteurs communicants entraînera la dépose de compteurs avant leur fin de vie, GrDF considère qu'il est nécessaire d'adapter le cadre de régulation pour qu'il couvre les coûts échoués liés au remplacement par anticipation des compteurs sur la base de leur valeur nette économique.

La CRE envisage une rémunération des coûts échoués liés au remplacement des compteurs basée sur leur valeur nette comptable.

Les coûts échoués représentent une « destruction » d'actifs au sein de la BAR. Compte tenu du cadre de régulation basé sur une BAR réévaluée, une juste indemnisation doit prendre en compte cette réévaluation et doit donc s'appuyer sur leur valeur nette économique. Selon les estimations de GrDF, le traitement ainsi envisagé par la CRE pénaliserait GrDF de 14 M€ sur le poste des coûts échoués.

**Question 12 :**

*Que pensez-vous de la demande de GrDF concernant la réévaluation annuelle de ses actifs de systèmes d'information spécifiques au projet de comptage évolué ?*

Compte tenu de la part importante des systèmes d'informations spécifiques à développer, laquelle est sans commune mesure avec la part des systèmes d'informations généralement constatée dans le cadre de l'activité habituelle de l'opérateur, GrDF considère qu'il est nécessaire et juste de corriger l'«anomalie» provenant du fait de la non réévaluation de ces actifs au sein de la Base d'Actifs Régulés.

Ce dispositif est effectivement anormal du fait qu'il génère une dyssymétrie par rapport à un cadre de régulation basé sur une rémunération des actifs à l'aide d'un taux de rémunération en nominal appliqué à une BAR non réévaluée pour lequel les effets de l'inflation sont portés par le taux et sont donc appliqués à tous les actifs.

Notre cadre de régulation étant basé sur un taux de rémunération en réel, il convient de réévaluer tous les actifs au sein de la BAR.

**QUESTIONS RELATIVES AU LANCEMENT DE LA PHASE DE DEPLOIEMENT GENERALISE DE LA SOLUTION**

**Question 13 :**

*Etes-vous favorable au lancement du déploiement généralisé du projet de compteurs évolués de GrDF dans les conditions présentées dans ce document ?*

GrDF est prêt à s'engager pour mettre en œuvre le projet tel que défini au fil de la concertation, tel que détaillé dans le dossier de GrDF joint à la présente consultation et dans les conditions développées par la CRE dans sa CP amendé des demandes spécifiques de l'opérateur exposées dans le présent document, avec notamment :

- une bonification du taux de rémunération des actifs de comptage de 300 pb,



17/05/2013

- un traitement spécifique des investissements de «type SI» avec une réévaluation au sein de la BAR et une absence de régulation incitative,
- une prise en compte des coûts échoués qui ne pénalise pas GrDF,
- un cadre de régulation incitative équilibré, simple et tenant compte des conséquences d'événements hors du contrôle de GrDF.

**Question 14 :**

*Avez-vous toute autre remarque sur le projet de comptage évolué de GrDF ?*

En ce qui concerne les DSP Non Péréquées, GrDF est prêt à proposer différentes méthodes de prises en compte de l'impact économique dans les tarifs liés à ces contrats et est en attente d'un échange avec la CRE à ce sujet.

GrDF remercie l'ensemble des parties prenantes pour leur implication dans le projet depuis les expérimentations, et pour la qualité de leur contribution à chacune des étapes de ce projet.